

Réunion Technique

UNICODE / IDN in Africa

“ Informatisation des langues
africaines pour leur présence sur Internet ”

Dakar 07 septembre 2005

EDITORIAL

Langues africaines sur Internet, il fallait y penser !



Ibrahim Jacques IYOK
Directeur de la Rédaction

Tout le monde s'accorde sur le fait que les TICs représentent le socle de développement des pays du nord...et donc par effet d'entraînement, elles restent la seule voie de salut pour que les pays du sud jouent la même partition que le reste du monde et rattrapent leur chronique retard qui sonne de fois comme un " mal nécessaire." et parfois

comme un mauvais sort. Autrement dit, les TICs utilisées à bon escient en Afrique, peuvent sortir le vieux continent du carcan de la " pauvreté qui tue."

Ce qui est encourageant, c'est que ce soit des africains qui prennent l'initiative de mieux exploiter leurs langues par le truchement de l'informatique et de ses corollaires. Praxis qui mérite d'être saluée ! Mieux vaut tard que jamais ! En effet, des africains spécialistes pluriels en linguistique et en informatique se sont donnés un grand rendez-vous de travail à Dakar le 07 septembre 2005 pour échanger autour d'un projet ambitieux qui interpelle tout le continent à savoir : " l'informatisation des langues africaines pour leur présence sur Internet." Noble sujet et vaste chantier qui viennent à point nommé. Il serait grand temps que les africains se battent corps et âmes pour valoriser leurs langues et sortir enfin de la dépendance culturelle. Ce n'est pas peu dire ! Comme le reconnaît d'ailleurs le professeur Yéro SYLLA, directeur de recherche à l'IFAN Cheikh Anta Diop, pour qui " L'Afrique est le seul continent au monde où la communication officielle se fait avec des langues étrangères ". Cet aveu de taille venant d'un chercheur chevronné en linguistique veut tout dire et pousse à réfléchir.

Que vive la révolution linguistique en Afrique...

En ce 21^{ème} siècle, le développement du continent africain ne peut pas se faire sur les braises récalcitrantes des langues empruntées, mais sous une assiette linguistique propre. Car, il s'agit de valoriser notre patrimoine culturel et identitaire. C'est là le débat ! L'Afrique ne pourra pas se développer si elle ne prend pas en compte ses premières armes naturelles qui sont ses langues et dialectes et son paquet de cartouches qui sont les Tics. Il faut une révolution linguistique pacifique en Afrique, osons le dire !

Comment expliquer que malgré les longues recherches menées par nos experts linguistes, les langues africaines ne se soient pas vraiment imposées pour se hisser comme un palliatif indispensable de développement. Une nouvelle vision s'impose donc : utiliser les Tics pour valoriser nos langues et les internationaliser, les universaliser et les pérenniser. Mais de quelles langues s'agit-il ? Comment éviter les conflits internes de tribus dans le choix des langues ? Comment les rendre praticables et disponibles ? Quelles sont les technologies appropriées ? Telles sont, supposons nous, les interrogations aux-

quelles les professionnels des langues et des Tics qui se regroupent à Dakar pour " 24 heures chrono " veulent apporter rapidement des réponses.

Le programme de cette réunion technique tournera autour de la définition du projet " UNICODE/IDN in Africa ", du rôle des organismes spécialisés en linguistique, la présentation des réseaux de linguistes et celle du cadre institutionnel pour le développement de la standardisation des langues africaines, l'échange sur les diverses expériences, les solutions technologiques à prescrire, et bien d'autres thématiques importantes.

Et puisque le développement du projet " UNICODE " demande des ressources financières, la grande question restera quels moyens de financements pour ce grand projet.

Voilà en gros ce qui occupera les participants à cette réunion spécifique. Il ressortira sûrement de cette journée où sont attendus de nombreux experts, un consensus pour la mise en place d'un plan d'action global sur ce chantier linguistico technologique, qui déjà siffle la libération du vieux continent des fers de ses géoliers! **Dieu Merci !**

Ce qu'en pense ...

MOUHAMET DIOP

Team Lead

UNICODE & IDN in Africa



Mon engagement pour faire de l'Afrique un acteur du Cyber-espace et non un consommateur passif date de plusieurs années. Avec l'esprit du NEPAD, et l'avènement du Sommet Mondial sur la Société de l'Information, nous avons eu la certitude que l'Afrique doit se prendre en charge pour régler le problème de son exclusion et que personne ne le fera à notre place. J'ai toujours pensé que l'informatique, l'Internet, les nouvelles technologies ne sont pas une fin en soi mais plutôt un outil au service du Développement dont l'interface doit être adaptée aux utilisateurs (communautés de base) et non l'inverse. Donc le multilinguisme n'est que la matérialisation de cette vision d'un cyber-espace inclusif. J'ai approché au début le Chef de l'Etat du Sénégal, en charge des NTIC au sein du NEPAD, j'ai approché les Nations Unies (PNUD) et bien d'autres acteurs et c'est finalement ISOC (Internet Society) en relation avec Afilias et PIR que nous avons pu mobiliser les fonds qui permettent à ce projet de démarrer ses activités.

Une équipe engagée...

Le comité de pilotage est constitué de trois africains qui ont tous été des grandes batailles africaines: Pierre Ouedraogo (INTIF, Burkina Faso), Pierre Dandjinou (PNUD, Bénin) et Mouhamet Diop (NEXT SA, Sénégal). Ensemble, nous avons su convaincre, informer et mobiliser les ressources nécessaires au démarrage du projet.

A mon avis, l'Afrique ne peut pas avoir de présence effective et réelle dans le cyber-espace sans que nos langues et scripts ne soient présentes dans la base de données de référence que l'on appelle UNICODÉ. Car même si cette référence pose problème pour certains puristes, il se trouve que c'est la seule référence et base de travail disponible. C'est pourquoi nous pensons que c'est un pré requis pour une présence africaine dans l'Internet.

A propos des partenaires...

On peut citer plusieurs institutions africaines (Union Africaine, l'ACALAN (Académie Africaine des Langues), UNECA, etc), des bailleurs et partenaires au développement d'Internet (ISOC International, Afilias, PIR, La Francophonie, ICANN etc.), ainsi que des personnes ressources dont la compétence et l'engagement auprès de l'Afrique ont toujours été d'un apport incommensurable pour l'Afrique. Pour eux, le constat est le même, l'Afrique ne peut pas parler de contenus sans que le support du contenu ne soit codifié et disponible. Et puisqu'il faut le faire, autant le faire (Just Do It!).

Je pense qu'en tant que techniciens, notre démarche doit être différente de celle des politiques. Lorsque les politiques travaillent sur la vision, sur des principes, sur des volontés exprimées, nous devons donner corps et âme à ces concepts. Le Multilinguisme en tant que concept est énoncé clairement et adopté par la conférence des

Chefs d'Etats, Africains, par le Sommet Mondial (SMSI), par la Francophonie, mais sa mise en œuvre relève d'une coordination efficace entre les acteurs techniques.

Retenons cependant que nous n'avons pas la vocation de nous substituer à l'Union Africaine ni à l'Académie Africaine des langues (ACALAN), nous avons juste en tant que techniciens, informaticiens et groupes d'experts essayé de faciliter la mise en œuvre du travail remarquable abattu par nos experts linguistes qui ont travaillé à la codification des langues africaines. Nous apportons l'expertise technique nécessaire à la codification informatique, à la conception des claviers et au lancement d'une expérimentation maîtrisée de la mise en œuvre des Noms de Domaines Internationaux (Internationalized Domain Names - IDN). Nous nous sommes inspirés de projets similaires soutenus par le PNUD au profit de pays confrontés aux mêmes difficultés que l'Afrique, il s'agit de l'Afghanistan, l'IRAN, etc. Et les experts qui ont travaillé pour le compte du PNUD sont tous mobilisés pour appuyer et accompagner le projet.

Le comité de pilotage va désigner durant la phase pilote six pays pour UNICODÉ et deux pays pour IDN. Un livre blanc sera produit et remis à l'Union Africaine pour une généralisation du projet.

Mieux vaut tard que jamais...

Si l'on se réfère à la seule institution de l'Internet faite par les africains et pour les africains, c'est Afrinic, le registre africain de gestion des adresses IP, il a fallu 8 ans pour la mettre en place, et c'est la participation de l'ensemble des acteurs (secteur privé, société civile et gouvernements) qui ont travaillé à son émergence. Aujourd'hui tous les africains sont fiers d'être servis par Afrinic.

Au même titre, un certain nombre d'événements cette année ont montré à la fois une conscientisation des politiques à l'importance du multilinguisme dans le cyberspace, l'UNESCO, la Francophonie, ACALAN, le SMSI, autant d'acteurs et d'occasions de montrer que le multilinguisme, la diversité culturelle dans le cyberspace est une priorité, une nécessité, en somme un droit des peuples à communiquer dans leur langues et leur culture respectives.

L'Afrique a des pesanteurs en tant que continent affecté par le sous-développement et l'absence des moyens, et les maigres moyens dont nous disposons, ne sont pas toujours utilisés à bon escient.

Le Président de la République du Sénégal s'est engagé, il a eu la primeur de la présentation du projet qu'il a soutenu et encouragé et nous pensons que ce projet est un des projets africains les plus importants pour que notre cher continent soit enfin présent et ne soit plus en reste.

Mais delà de cette dynamique, nous

nous attendons à un effet boule de neige qui puisse faire que l'ensemble des pays africains mettent en place au niveau national des comités nationaux qui auront en charge la mise en œuvre des programmes d'informatisation des langues africaines. Ces comités locaux seront le relais de cette initiative africaine et pourront bénéficier du support et de l'accompagnement des experts UNICODÉ et IDN qui travaillent sur le projet.

Un projet à vendre mais...

Il ne s'agit pas d'un projet commercial encore moins une idée marketing, il s'agit d'un préalable à la présence africaine sur Internet. Que nous en soyons les initiateurs mais avec ou sans nous, ce projet se fera car l'Afrique ne peut pas se payer le luxe d'être encore absent de cette révolution. La dimension politique du projet est intégrée par les hommes politiques.

Quant à la dimension économique et commerciale, c'est une question de marché. Tout le monde s'accorde sur le fait que l'Afrique est un marché potentiel vierge aussi bien pour les équipementiers (fournisseur de matériels et d'équipement informatiques et télécoms), que pour les sociétés de services. Microsoft, le géant du logiciel l'a très vite compris et se positionne d'ores et déjà sur le créneau des langues africaines.

La réunion technique du comité de pilotage du projet prévue le 07 septembre à Dakar a pour objectif la validation de la phase pilote et le démarrage des travaux en relation avec les experts qui ont participé à des travaux similaires dans d'autres pays. Cette réunion technique devra permettre la validation du Steering Committee, ainsi que la validation de la feuille de route pour le projet. Nous avons essayé de mettre en place un comité technique pour le pilotage du projet (Steering Committee) en y intégrant des profils pluridisciplinaires. On peut noter des linguistes, des experts Unicode, des informaticiens, des institutions concernées (ACALAN, INTIF, PNUD, ICANN, etc.) des spécialistes de tous les continents.

Pour conclure, je dirai que nous avons trop longtemps attendu, nous sommes en retard de plusieurs générations, nous sommes en retard sur tous nos programmes, mais si l'Afrique continue de travailler dans l'esprit du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) dans une approche de coordination et d'implication de tous les acteurs, nous aurons permis aux futures générations d'hériter d'un continent émergent où tous les objectifs convergent vers une volonté commune de sortir l'Afrique de sa léthargie profonde, et d'en faire un véritable acteur de la Société de l'Information, du Savoir et de la Connaissance. Nous disons également à nos partenaires bailleurs, merci pour le soutien continu à l'effort de développement.

05 questions à ...

ALASSANE NDIAYE

Directeur de l'alphabétisation et des langues nationales du Sénégal

Echos Infocom: Monsieur NDIAYE, comment se portent les langues nationales sénégalaises aujourd'hui ? Pouvez-vous nous faire un bref bilan de la situation ?

Alassane NDIAYE : Les langues nationales sénégalaises se portent plutôt bien. Elles ont bien profité du nouveau paysage médiatique pour se renouveler. Elles étaient huit (08) à être officiellement reconnues avec un statut de langues nationales par la loi ; les autres avaient une fonction d'usage localisé. Aujourd'hui, elles ont toutes la possibilité de devenir langues nationales si elles se font assurer un minimum de travail scientifique, une validation sociale et reconnaissance réglementaire par la plus haute autorité de l'Etat par un décret présidentiel.

Quelques indicateurs de vitalité des langues nationales : - La signature au mois de juillet de quatorze (14) décrets portant codification des

langues nationales et mise à jour des langues anciennement codifiées. - l'introduction des six (06) langues dans le système éducatif depuis trois ans. - Toutes les langues qui n'ont pas été l'objet d'une codification sont sur la rampe de lancement. Des parlers se révèlent et revendiquent leurs spécificités.

Echos Infocom : Le projet UNICODÉ Afrique a-t-il une signification particulière pour vous qui êtes le directeur de l'alphabétisation et des langues nationales au Sénégal ?

AN : Sûrement dans la mesure où il y a des années que la direction de l'alphabétisation et des langues nationales pour le compte du ministère et en relation avec les communautés linguistiques cherche à coder dans une perspective et une option d'unité nationale et africaine nos langues nationales. Dans ce sens, il n'y a pas de doute que UNICODÉ a un



sens particulier. Il vient nous confirmer dans nos options. Il offre des perspectives de reconnaissance des actions menées, de renouvellement de la réflexion, d'actualisation des stratégies et méthodes.

Echos Infocom : Qu'est-ce que votre département entend par codification des langues ? Et où en est-on avec la codification des langues au Sénégal ?

AN : La codification d'une langue au Sénégal est une activité de normalisation et d'harmonisation

de l'écriture de celle-ci. C'est un travail scientifique certes, mais qui doit recevoir un accompagnement et une validation sociale de la communauté locutrice de la langue. Au Sénégal ce travail se traduit par la disponibilité d'un alphabet, d'un condensé de règles essentielles d'orthographe et de grammaire de la langue.

Conformément à une tradition établie depuis bientôt une quarantaine d'années, ce travail scientifique doit recevoir une validation réglementaire sous la forme d'un décret présidentiel.

Au Sénégal, on est à quinze langues codifiées. Une seizième le "Laalaa" va l'être au cours de la semaine de l'alphabétisation qui aura lieu du 8 au 14 septembre 05.

Echos Infocom : Etes-vous convaincu que la codification des langues africaines règlera le problème de vulgarisation de ces derniers sur le plan national et international ?

AN : Au Sénégal, l'expérience révèle que oui. En effet après chaque codification on observe un regain de vivacité des langues.

suite à la page 4

Point de vue...

YERO SYLLA

Directeur de recherche à l'IFAN Cheikh Anta Diop

" L'Afrique est le seul continent au monde où la communication officielle se fait dans des langues étrangères "



Développement (SAFEFOD), une ONG d'appui aux collectivités locales que je dirige, je supervise un certain nombre d'activités de recherche-formation visant le renforcement de la gouvernance locale.

Echos Infocom : Quelle est votre vision par rapport au projet UNICODE/IDN in Africa ?

Yéro SYLLA : Ce projet vient à son heure. J'ai le privilège de participer à de nombreuses rencontres sur le rôle des TIC dans la gouvernance locale en Afrique. Le constat récurrent est que l'appropriation des TIC par les africains devra nécessairement passer par les langues nationales africaines. Il était donc urgent de parvenir à une codification harmonisée de celles-ci. Le projet UNICODE vise à aider les linguistes africains à numériser les langues et scripts africains. Les initiateurs de ce programme devront veiller à ce que le maximum de linguistes et de techniciens africains soient impliqués dans un premier temps, étant entendu qu'on s'apercevra très rapidement que le vrai travail commencera après cette phase de codification et là ce sont toutes les communautés africaines qui devront s'y mettre pour assurer une plus grande visibilité de nos langues et de nos cultures dans la société de l'information.

Echos Infocom : D'après vous " l'internétisation " des langues africaines règlera-t-il le problème d'alphabétisation ?

Yéro SYLLA : L'utilisation de l'Internet comme instrument d'alphabétisation ou de post-alphabétisation est tout à fait envisageable en Afrique. Cela se fait ailleurs. Toutefois, l'éradication de

l'analphabétisme en Afrique devra obéir à une démarche globale et intégrée privilégiant les langues africaines. L'Afrique est le seul continent au monde où la communication officielle se fait dans des langues étrangères. L'alphabétisation traditionnelle a produit d'excellents résultats. De nombreux africains savent lire, écrire et calculer dans leurs langues maternelles. Malheureusement, les systèmes scolaires, socio-économiques et politico-administratifs fonctionnent avec des langues européennes. Les compétences de ces néo-alphabètes ne sont donc pas valorisées dans ces systèmes là. La question est donc de savoir comment intégrer le néo-alphabète formé traditionnellement ou via l'Internet, dans les trois systèmes que voilà, linguistiquement parlant. C'est à cela qu'il faut répondre.

Echos Infocom : Beaucoup de langues africaines sont abandonnées au profit des langues étrangères, c'est l'exemple du Cameroun où l'on compte plus de 200 langues qui ont été supplantées par le français et l'anglais. Comment peut-on remédier à cette situation ?

Yéro SYLLA : Il y a une quinzaine d'années, dans le cadre de l'UNESCO, j'ai dirigé à Yaoundé, un séminaire de syntaxe destiné aux étudiants du 3e cycle d'Afrique centrale. J'ai été très impressionné par la maîtrise, par ces étudiants, des structures de leurs langues maternelles. Non, les langues africaines ne sont et ne seront jamais abandonnées au profit des langues étrangères. Allez dans nos villages, on y parle nos langues vivantes. Il n'y a guère déficit de communication. Un député veut être élu ? Il fera sa campagne et ses meetings populaires dans la langue que parlent ses électeurs même si, une fois élu, il s'exprimera à l'Assemblée

nationale dans une langue que ses électeurs ne comprennent pas. Mais il s'agit là de mal gouvernance que nos peuples doivent combattre et enrayer par tous les moyens démocratiques à leur portée. Et ils y parviendront avec la vitalité de nos langues.

Echos Infocom : Au Sénégal, quel est l'état de vos recherches sur les langues nationales ?

Yéro SYLLA : 2/3 des langues nationales au Sénégal sont codifiées, c'est-à-dire que l'alphabet, l'orthographe et la question de la segmentation des mots sont tout à fait maîtrisés. Des ouvrages de grammaire et de littérature traditionnelle et moderne existent. Nous disposons, dans nos universités d'importants instituts, de départements et de services qui mènent des recherches sur et dans les langues nationales. Nous avons d'éminents chercheurs linguistes et beaucoup d'étudiants du 3e cycle qui mènent des recherches dans tous les domaines de l'étude de la langue. La société civile y est également très active. En outre, toutes les bases statutaires et réglementaires pour la création d'une académie sénégalaise des langues nationales sont jetées. Autant dire que dans ce projet UNICODE, le Sénégal est tout à fait prêt et pourrait avancer très vite.

Echos Infocom : En tant que chercheur, quelles sont vos attentes par rapport à cette rencontre du 07 septembre 2005 ?

Yéro SYLLA : Je viendrai à cette réunion pour rencontrer de grands experts, apprendre, m'informer et aider à la mise en œuvre du projet UNICODE. J'espère sortir de cette rencontre avec des idées claires quant aux stratégies africaines d'accès à la société de l'information à la veille du sommet mondial de Tunis.

Avis d'expert ...

**PIERRE DANDJINO (PNUD)
TEAM LEAD PROJET UNICODE AFRIQUE**

" L'Afrique fera des avancées en contribuant dans ses langues et en permettant à un plus grand nombre de personnes d'accéder à la connaissance par le biais de l'Internet "

Echos Infocom : Monsieur DANDJINO, vous êtes un des pilotes du projet UNICODE Afrique, depuis quand travaillez vous sur ce projet ?

Pierre DANDJINO : Depuis 2003, et dans le cadre de notre implication dans les travaux de l'ICANN qui, sur l'insistance de la communauté Internet, a inscrit l'internationalisation des noms de domaines (IDN) au nombre de ses préoccupations.

Echos Infocom : En tant que coordinateur spécialiste des TIC pour l'Afrique au sein du PNUD, quelle est votre vision personnelle sur ce projet ?

PD : Le projet Unicode Afrique participe à cette nécessaire appropriation de l'Internet par les Africains. Il s'agit de faire en sorte que les langues africaines puissent être présentes sur le Net et qu'en conséquence plus d'Africains accèdent aux contenus. Bien sûr, il y aura toujours ce problème de l'Accessibilité qui est liée aux politiques appliquées au niveau global et national, mais l'accès à l'information, et donc à la connaissance sera plus accru avec ce type de pro-

jet et c'est en cela qu'il est important. Dans la mesure où l'accès à l'information et au savoir permet une meilleure participation de l'individu aux prises de décision, dans la mesure où il lui ouvre de nouvelles possibilités d'améliorer son niveau de vie, il s'agit en définitive d'une entreprise de lutte contre la pauvreté ; le Pnud en conséquence ne peut qu'être partie prenante de ce genre d'initiative.

Echos Infocom : Quelle est la position du PNUD par rapport à ce projet ?

PD : En fait, le Pnud n'a pas de position spécifique par rapport à ce projet. Nous y contribuons parce que nous y voyons un fort potentiel de renforcement de capacités. Capacités au niveau de l'accès aux contenus et à la connaissance dans les langues endogènes d'une part, mais aussi accroissement du potentiel pour une meilleure contribution des africains au patrimoine mondial que constitue l'Internet. Du reste, le Pnud a déjà contribué par le passé à ce genre de projet en Afghanistan où nous avons aidé le pays à prendre en charge la gestion de son nom de domaine (Internet) et à procéder à la descrip-

tion et l'encodage de sa langue nationale pour faciliter sa présence sur le Net.

Echos Infocom : A votre avis, quel rôle le PNUD compte jouer pour la matérialisation de ce projet ?

PD : Au delà de mon implication en tant que conseiller technique et membre du comité de coordination aux côtés d'autres collègues de l'Agence Intergouvernementale de la francophonie et de la Société NEXT Sénégal, nous comptons travailler pour la mobilisation de ressources complémentaires et aussi l'accompagnement du projet à toutes ses phases de développement.

Echos Infocom : Croyez vous que ce projet va considérablement réduire le gap numérique en Afrique ?

PD : Je ne sais pas si ce qui est important est de réduire le soi disant gap numérique, mais il fallait que l'Afrique aussi trouve sa voie dans l'aventure du numérique. N'ayant pas vraiment investi dans l'industrie de l'Internet, n'ayant pas encore assez



que l'éducation, la santé ou l'agriculture. Autrement dit, si les stratégies nationales (e-stratégies) intègrent l'utilisation des langues nationales dans la provision des services et si tout ceci est intégré à un programme d'appropriation effective des technologies (tant nouvelles que traditionnelles), alors certainement il y aura un impact positif sur l'usage de l'outil informatique.

Echos Infocom : Qu'attendez vous du séminaire que vous organisez autour de ce projet, le 07 septembre 2005 à Dakar ?

PD : Le Séminaire que nous organisons le 7 septembre à Dakar est prévu pour le lancement officiel de ce projet. Nous regrouperons un certain nombre d'experts africains et internationaux dans les domaines de la linguistique, de l'encodage, des nouvelles technologies pour arrêter un plan de travail ; le plan de travail inclura un affinement du recensement des langues, la détermination de critères afin de retenir les langues pilotes devant faire l'objet d'un travail de codification en vue de leur intégration dans l'UNICODE. L'UNICODE est en fait le système universel par lequel la plupart des langues aujourd'hui accessibles par l'Internet sont intégrées sous formes de scripts compréhensibles par les machines. La réunion de Dakar permettra enfin la mise en place du comité de coordination qui comprendra également les représentants d'institutions africaines et internationales telles que l'ISOC, les registres Internet tels que Aflicas, mais aussi des opérateurs du secteur privé tels que IBM ou Microsoft.

investi dans les infrastructures, l'Afrique fera certainement des avancées en contribuant dans ses langues et en permettant à un plus grand nombre de personnes d'accéder à la connaissance par le biais de l'Internet, mais aussi des canaux complémentaires tels que la téléphonie cellulaire (par le biais des SMS), qui se développe formidablement sur le continent.

Echos Infocom : Selon vous la présence des langues africaines sur Internet dopera-t-il l'utilisation de l'outil informatique en Afrique ?

PD : C'est assez complexe comme situation. Normalement, l'utilisation de l'outil informatique correspond à un environnement stimulant où la compétitivité et la régulation jouent un rôle majeur. De même, l'utilisation, dirions nous l'usage de l'outil informatique, est souvent associée à une vision nationale et à une stratégie traduite en programmes et actions concrètes dans des secteurs clés tels

06 questions à ...

Adama SAMASSEKOU

Président de ACALAN

(Académie Africaine des Langues)

" ...UNICODE /IDN In Africa permettra à l'ACALAN de mieux réaliser sa mission dans la nouvelle société numérique en construction. "

Echos Infocom: M Samassekou, c'est votre Académie qui vient d'être honorée et plus reconnue avec l'apparition du projet UNICODE Afrique ?

Adama SAMASSEKOU : En quelque sorte oui. En effet, l'Académie Africaine des Langues vise à valoriser les langues africaines en en faisant des langues de travail à tous les niveaux, en vue de promouvoir leur usage, de faciliter et renforcer les échanges culturels et socio-économiques entre les Etats africains et de contribuer ainsi à la réalisation de l'Union Africaine et au développement du Continent. Vous comprendrez alors aisément qu'un projet tel que UNICODE Afrique dont l'objectif est d'assurer la présence des langues africaines dans le cyberspace non seulement rencontre toute notre adhésion et tout notre soutien, mais aussi et surtout permettra à l'Académie de mieux réaliser sa mission dans la nouvelle société numérique en construction.

Echos Infocom: Quel est le point de vue du Président de l'Académie des Langues Africaines que vous êtes par rapport à ce projet ?

AS : Permettez-moi d'abord de vous rappeler qu'il s'agit de l'Académie Africaine des Langues et non de l'Académie des Langues Africaines : la nuance est importante car nous prenons en compte l'ensemble des langues du continent, y compris les langues héritées de la colonisation, même si la priorité sera d'abord accordée aux langues africaines dont le statut devra changer pour rééquilibrer les relations avec les langues européennes partenaires qui sont les langues officielles de la plupart des Etats.

Pour répondre à votre question, je dirais simplement que l'ACALAN peut être considérée comme co-initiatrice de ce projet dans la mesure où j'ai eu personnellement l'occasion d'en discuter longuement avec les initiateurs, au mois de décembre dernier, à Cape Town, à l'occasion de la réunion de ICANN.

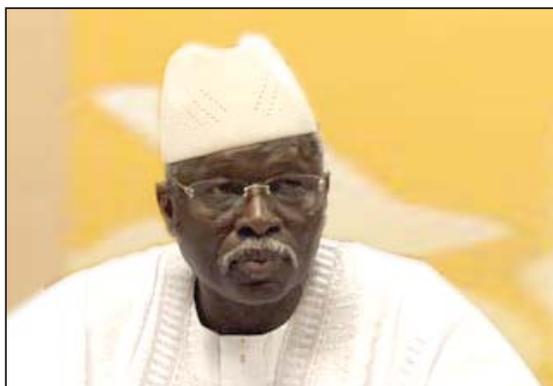
J'avais alors insisté auprès de mes frères Mouhamet Diop, Pierre Dandjinou et Pierre Ouedraogo, sur la nécessité de créer les synergies nécessaires entre cette initiative privée et l'ACALAN qui a vocation au niveau continental de contribuer à la mise en cohérence de toutes les questions touchant à la valorisation de nos langues. Je suis donc heureux, aujourd'hui, de participer à ce séminaire qui permettra de donner sens et contenu à ce grand projet, et ce, surtout après la Conférence Thématique que l'ACALAN a co-organisé, en mai dernier, avec l'UNESCO, à Bamako, en partenariat avec l'AIF, sur " le multilinguisme pour la diversité culturelle et la participation de tous dans le cyberspace ". Le projet UNICODE constitue une première étape de mise en œuvre des recommandations de cette conférence en ce qui concerne notre continent.

Echos Infocom: L'Académie Africaine des Langues n'est pas très connue du public pourquoi ?

AS : L'ACALAN est une jeune structure panafricaine en construction que les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA à l'époque ont décidé de créer, lors de leur Sommet de Lusaka (Zambie) en juillet 2001, à l'initiative de SE Alpha Oumar Konaré, alors Président du Mali et aujourd'hui Président de la Commission de l'Union Africaine. La période de transition de l'OUA à l'Union Africaine, de même que la gestion des conflits, malheureusement nombreux sur le continent, n'a pas permis d'avancer dans la mise en place effective de l'Académie. La Présidence que j'ai l'honneur d'assumer est une structure créée sur une base légale malienne, mais à vocation panafricaine, qui s'est donnée comme double objectif le plaider pour mieux faire connaître le Projet et l'accélération de la mise en place de l'Académie comme structure panafricaine.

Aujourd'hui, l'ACALAN est plus connue au niveau des structures régionales africaines et au niveau international, qu'au niveau national et local des Etats africains : après la

Déc. 613/CM (LXXIV) de Lusaka, la 31ème Conférence Générale de l'UNESCO d'octobre 2001, a adopté une résolution en faveur de l'Académie lui conférant une reconnaissance internationale, après la validation politique de Lusaka ; l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie soutient l'Académie depuis le lancement du projet et, comme l'UNESCO, implique l'ACALAN dans toutes ses activités relatives à la diversité culturelle et lin-



guistique ; l'Union Académique Internationale de Bruxelles, qui regroupe une quarantaine d'Académies, associe l'ACALAN à toutes ses assemblées et lui a conféré le statut de membre observateur ; en février 2002, les experts gouvernementaux réunis à Addis-Abéba sous les auspices de l'OUA, ont adopté le projet de Statuts de l'ACALAN qui a été envoyé à tous les Etats membres pour analyse et observations. Enfin, en juillet 2004, le Plan Stratégique de la Commission de l'Union Africaine, adopté par la 3ème Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union Africaine, a retenu le lancement officiel de l'ACALAN en tant que structure panafricaine, désormais programmé pour Janvier 2006.

Echos Infocom: Qu'est-ce que ACALAN a fait jusqu'ici pour valoriser les langues africaines ?

AS : A l'analyse des activités menées et des sollicitations dont elle est l'objet, on peut affirmer que la Présidence ad intérim de l'Académie Africaine des Langues est fonctionnelle de fait,

sans que l'Académie soit encore opérationnelle.

En effet du Congrès mondial des linguistes organisé par Linguapax à Barcelone en 2002 au Plan Stratégique de la Commission de l'Union Africaine en juillet 2004, en passant par l'Atelier des Trois Espaces Linguistiques organisé par la Francophonie à Mexico, la Conférence mondiale des linguistes africains aux Etats-Unis, les sessions de l'Union Académique Internationale à Bruxelles, les Conférences de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe, de la CONFEMEN et de la CEDEAO sur l'Education et le plurilinguisme, les réunions de ICANN et plus récemment la Conférence de l'ADEA, la GTZ et l'UIE sur l'Education bilingue et l'utilisation des langues locales, une place de choix a été accordée à l'Académie soit pour présider certaines activités, soit pour faire partie d'un comité de pilotage.

des Langues Africaines. Ce projet a été validé par la Commission de l'Union Africaine et inscrit dans son Plan Stratégique. C'est dire que toute l'année 2006 - 20ème anniversaire de l'adoption, en 1986, du Plan d'Action Linguistique pour l'Afrique, par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA mais jamais mis en œuvre, sera consacrée à une forte mobilisation pour la valorisation de nos langues tant au niveau local, national, régional, que continental.

Suite à la Conférence Thématique de Bamako, l'ACALAN envisage d'organiser à Tunis, une Table Ronde, sous les auspices de l'Union Africaine/NEPAD et en partenariat avec l'UNESCO, l'AIF et d'autres institutions, intitulée " Pour un Cyberspace Multiilingue avec la Participation de Tous ".

Echos Infocom: Selon vous le mariage entre les langues africaines et l'informatique sonne-t-il comme une certaine libération du joug paternaliste des langues étrangères ?

AS : C'est vrai que l'informatique et les TIC en général constituent une opportunité extraordinaire pour la promotion des langues Africaines mais à condition que les contenus soient adaptés à nos réalités. Cependant, je voudrais préciser que notre projet de valorisation des langues africaines se situe dans une perspective de complémentarité avec les langues héritées de la colonisation, en substituant au conflit des langues la convivialité féconde fondée sur un vrai partenariat à bâtir.

Echos Infocom: Que compte faire ACALAN pour que le projet UNICODE Afrique soit réalisé dans les meilleurs délais ?

AS : - Contribuer à accélérer le processus de recensement des Langues Africaines et des écritures, en vue d'une harmonisation éventuelle et d'une meilleure efficacité de leur usage dans Internet ;

- Participer au développement de contenus en langues africaines ;
- Mais surtout, créer le cadre politique permettant les prises de décisions nécessaires à l'harmonisation des stratégies de promotion des langues africaines dans le Cyberspace.

Echos Infocom: Quelles sont vos attentes par rapport à cette rencontre du 07 septembre 2005 ?

AS : Nous assurer que les conditions techniques, financières et politiques sont réunies, avec les ressources humaines nécessaires, pour garantir rapidement l'opérationnalisation de nos langues dans le Cyberspace. C'est à ce prix que l'Afrique pourra construire une Société de l'Information, de la Connaissance et des Savoirs Partagés par tous et pour tous.

05 questions à ...

suite de la page 2

ALASSANE NDIAYE

Directeur de l'alphabétisation et des langues nationales du Sénégal

Les communautés s'engagent et engagent les autorités à une meilleure prise en charge de leurs langues dans l'alphabétisation et la promotion des langues nationales d'une part, et d'autre part on voit un regain d'intérêt par le nombre d'étudiants qui s'intéressent à l'étude des langues nationales dites minoritaires. La codification est aussi une

occasion de revisiter les liens entre les communautés transfrontalières

Echos Infocom : L'alphabétisation des citoyens sénégalais avec le couplage des langues et de l'informatique va-t-il accélérer le processus d'apprentissage et de connaissance des langues nationales à travers l'Internet ?

AN : Je crois ! Dans nos classes d'alphabétisation, on a commencé à s'intéresser à l'ordinateur. Les activités productives qui sont liées aux apprentissages et les informations sur les possibilités de communication et d'échange qu'offre l'Internet commence à aiguïser certaines curiosités du côté des apprenants.

En plus, il y a quelques années, un débat s'est instauré sur l'actualité ou non de certaines graphiques par rapport à leurs difficultés à passer dans l'imagerie du Net . Pour dire que le débat est là . Mais au de là de cette question ce sont les possibilités d'accélérer et d'autonomiser les apprentissages que peut offrir l'usage de l'outil informatique qui constitue le véritable enjeu dans la croisade contre l'ignorance et pour l'éducation de qualité pour tous.

C'est une possibilité réelle qui s'offre à l'Afrique si l'utilisation de l'informatique se démocratise mais cela n'a de sens que si l'espace Internet est ouvert aux locuteurs de nos langues . Dans ces conditions, il revient aux élites africaines et militants de bonne volonté pour un partage équitable des richesses intellectuelles du monde de les créer . L'outil informatique et le net mettent cette possibilité à notre portée aujourd'hui.